ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES JOURS PAR JEROME BAYON.

LUNDI (MATIN) 19 DECEMBRE 1831.

INTÉRIEUR.

NOUVELLES-ORLÉANS, 19 décembre.

Le National Gazette de Washington du 2, annonce qu'il se trouvait déjà dans la capitale plus de la moitié des membres du Congrès. Les dernières dates que nous avons de cette ville sont du 5 au matin. Le Congrès a dû s'assembler ce jour-là : nous devons conséquemment nous attendre à recevoir aujourd'hui le Message du Président.

Un journal de New-York du 2 de ce mois, dit : "Nous apprenons que les paquebots qui sont partis hier, pour Londres, Liverpool et le Havre, emportent plus d'un million de piastres en espèces."

Les journaux du Nord annoncent que la navigation du Canal d'Albany est interceptée par les glaces : à Utica, un grand nombre de bateaux-à-vapeur, chargés de marchandises pour New-York, se trouvaient arrêtés.

La goëlette *United States*, partie du Port-au-Prince le 2 de ce mois, est entrée hier dans le port. A son départ tout était tranquille dans l'île, mais les affaires étaient dans un état languissant. La farine se vendait de $10 à 10 50 le baril, le café, sur place, $13 62 la balle, les peaux 17 à 18 cents.

SPECTACLES.

THÉATRE D'ORLÉANS.—Un artiste acrobate, connu avantageusement dans cette ville, et que nous avions perdu de vue depuis bien longtemps, doit reparaître demain à ce théâtre : c'est Mme. Champciaux, dont les exercices ont mérité naguère nos applaudissements, et qui nous promet d'autres soirées aussi agréables. Cette circonstance, jointe à la composition du spectacle qui est choisie avec goût, ne peut manquer de valoir à l'administration une bonne recette.

THÉATRE DU CAMP.—M. Caldwell, directeur de ce théâtre, donne ce soir une représentation au bénéfice d'un vieux vétéran de l'art dramatique, qui n'avait jamais paru à la Nlle.-Orléans, et qui y a été accueilli comme le mérite le talent dont il a fait preuve. M. Herbert, auquel nous faisons allusion, est loin d'être un comédien médiocre ; il joint à cette habitude de la scène que lui donne sa longue expérience, une intelligence toujours sûre, un tact fin et délicat et une verve que trop souvent on ne trouve pas chez les acteurs qui sont encore à la fleur de leur âge. Le bénéficiaire remplira le rôle de *Sir Peter Teazle*, dans *the School for Scandal* (l'Ecole du Scandale), comédie de Sheridan, l'une des meilleures pièces du théâtre anglais, et l'une de celles qui se rapprochent le plus du genre français. M. Herbert ne peut manquer de se trouver à l'aise dans ce rôle et d'y produire beaucoup d'effet ; car sa manière et son jeu rappellent souvent les *pères nobles* de la scène française.

Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu, par la malle de samedi, les journaux de New-York du 3 du courant, de Charleston du 8 et de Baltimore du 4 ; les premiers ne contiennent rien d'intéressant, mais les feuilles de Baltimore annoncent l'arrivée du brick *Leander*, capitaine GILL, venant de Cowes ; ce navire a apporté un journal de Portsmouth du 17 octobre, contenant des dates de Londres du 15, c'est-à-dire de quatre jours plus récentes que celles reçues précédemment. Les nouvelles sont fort intéressantes ; le bill de réforme occupe toujours au plus haut point l'attention publique ; le maire de Londres, à la tête d'une foule immense qu'on évalue à 200,000 âmes, a présenté au roi une adresse pour lui témoigner de la reconnaissance du peuple et lui promettre l'appui de la ville de Londres pour l'accomplissement des réformes projetées. Des dégats ont été commis ; les fenêtres de plusieurs membres de l'opposition aristocratique ont été brisées, et le frère du roi lui même, l'aristocrate Cumberland, a failli être victime de la fureur populaire. Le Château de Nottingham, propriété du duc de Newcastle, a été détruit ; il y a eu des troubles en différentes parties du royaume.

Les journaux de Paris du 12, et le *Messager des Chambres* et la *Gazette* du 13, reçus à Londres le 14, annoncent que la question du bill de réforme d'Angleterre occupe encore plus les Parisiens que le sort de leur pairie. L'annonce du succès de la motion de lord Ebrington dans la chambre des communes, reçue à Paris par une dépêche télégraphique, a été affichée à la bourse et a produit une joie universelle. Il en est résulté immédiatement une hausse dans les fonds. La discussion du projet de loi sur la pairie a été reprise dans la chambre des députés le 12 oct. On pensait généralement à Paris que le roi serait investi du droit de nommer les pairs, mais qu'il serait tenu de les choisir sur une liste présentée par les collèges électoraux.

Des lettres particulières reçues à Londres par la même voie que ces journaux, disent que le bruit court que les affaires de la Belgique et de la Hollande ont été arrangées d'une manière satisfaisante.

Le cholera-morbus s'éloigne avec peine des lieux où il a exercé ses ravages ; on annonce qu'il a éclaté de nouveau à St. Pétersbourg et qu'il redouble d'activité à Berlin ; mais les médecins espèrent parvenir à le maîtriser.

Le bruit avait couru que lord Palmerston avait donné sa démission ; mais le *Times* du 14 octobre dément formellement cette nouvelle.

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.

LONDRES, 14 octobre.

Mercredi était le jour qui avait été fixé pour présenter au roi les pétitions adoptées dans la métropole ; les préparatifs commencèrent de bonne heure dans les différentes paroisses pour se rendre en procession au palais de St. James. Plus de 20,000 hommes de Marie-la-Bonne, Pancras, Paddington, Holburn et d'autres paroisses, s'arrêtèrent au bas de la rue du Regent, et se réunirent à la procession civique conduite par le maire, les shérifs et les autres autorités de la ville. Ils furent suivis des habitants des paroisses de Newington (Surry) St. Luques, Clerkenwell, St. James et autres ; la plus grande partie des assistants portaient à leurs chapeaux des feuilles de chêne et de laurier, et au tour du bras une faveur bleu tendre, signe de ralliement des réformistes ; d'autres portaient une cocarde de crêpe noir, et quelques uns des rubans tricolorés. Des bannières couvertes de devises et d'inscriptions patriotes, emblèmes de l'opinion publique, flottaient çà et là au milieu de cette foule.

Le lord maire ayant présenté l'adresse, sa majesté lui a fait cette réponse :—

"Je vois avec satisfaction l'expression de votre loyauté et de votre attachement à ma personne et à mon gouvernement, et de votre confiance dans mes conseillers constitutionnels. Vous pouvez être assurés de mon désir sincère de défendre et d'augmenter les garanties qu'offre la constitution pour le maintien des justes droits de mes sujets, et vous pouvez compter sur ma ferme résolution de pousser à l'adoption des mesures qui me sembleront le plus convenables pour atteindre à ce but. Pour l'accomplissement plein et entier de ces mesures, il est surtout nécessaire qu'elles soient discutées avec calme et maturité ; et je vous recommande sérieusement d'user de toute l'influence que vous possédez à si juste titre sur vos concitoyens, pour que la paix publique soit conservée et qu'il ne soit commis aucun acte de violence."

Dans une aussi immense assemblée, puisqu'elle se composait d'au moins 200,000 personnes, on ne pouvait guère s'attendre à ce qu'il n'y eût aucuns dégâts de commis. Néanmoins il n'y en a eu que fort peu ; les principaux se bornent à quelques fenêtres brisées chez le marquis de Bristol sur la place St. James. Au moment où le marquis de Londonderry se rendait à la chambre des lords en passant par le Park, on lui jeta des pierres dont une le blessa assez sérieusement ; la police vint au secours de sa seigneurie que l'on fut obligé de transporter chez elle en voiture. Le duc de Cumberland, en se rendant à la même chambre, fut aussi attaqué dans le Park, et S. A. R. fut jetée à bas de son cheval et maltraitée par la multitude. Plusieurs officiers de police pénétrèrent jusqu'au duc et, l'arrachant au péril qui le menaçait, ils réussirent à l'escorter, à pied, jusqu'au poste des gardes à cheval, son altesse royale ayant jugé à propos, d'après le conseil, de ceux qui l'accompagnaient de ne pas remonter à cheval.

DESTRUCTION DU CHATEAU DE NOTTINGHAM.

NOTTINGHAM, 11 octobre.

Le peuple est ici dans l'insubordination la plus effrayante. Après l'assemblée qui a eu lieu sur la place du marché, les fenêtres de plusieurs habitants de la ville ont été brisées, et un moulin qui est dans la forêt, a été presque entièrement démoli. Sur la orune, une *table* immense de pressa dans la rue Spenten : à Nottingtone, on a détruit une longue palissade en fer, et, armés des barreaux, les perturbateurs se sont rendus à Calwick-Hall, sur la propriété de John Musters, esq., et ont brisé ses meubles et mis le feu à la maison en deux endroits ; mais il fut heureusement éteint, avant d'avoir fait beaucoup de mal. Vers sept heures on attaqua la maison de correction de la ville, qui contient un grand nombre de prisonniers ; la porte extérieure fut forcée ; mais le 15e hussards étant accouru avec la police, la populace se dispersa aussitôt. Un deuxième après, on s'aperçut que le château royale de Nottingham, qui appartient maintenant au duc de Newcastle, était en feu ; et avant qu'on ait pu y porter des secours, il était complètement enflammé ; tous les efforts ont été inutiles. Ce bel édifice était situé à plus de cent verges de distance d'aucune autre bâtisse ; depuis peu il n'était pas habité. Les magnifiques escaliers, les planchers de chêne noir et de cèdre, les tapisseries de lampas, tout ce qu'il contenait a été consumé. Il ne reste que les murs extérieurs. Les perturbateurs étaient principalement des jeunes gens et des enfans de la campagne, au nombre de 30 ou 40 mille.

TROUBLES A DERBY.—A la réception de la nouvelle du rejet du bill de réforme samedi soir, une foule immense s'est assemblée devant la maison de M. Mazley, riche banquier qui a été reconnu pour le correspondant du réformiste de lord Londonderry. On n'est attaqué d'abord aux fenêtres de la maison, qui ont été bientôt brisées. La maison du maire, Mr. Hope, a été ensuite assaillie et la façade de trente. Le secrétaire de la ville a été blessé dangereusement ; on a des craintes pour sa vie. La propriété de M. William Wilmot a souffert beaucoup aussi. La prison de la ville a été défoncée, et les prisonniers se sont évadés. Un immense concours de peuple s'est rendu ensuite à Little-Chester, et a détruit complètement la façade de la maison dans laquelle demeure M. John Harrison ; en s'en revenant, cette foule s'en prenait à toutes les maisons, et c'est à peine s'il est resté une seule fenêtre entière ; mais les anti-réformistes ont supporté la principale partie de ces dégats.

Ces troubles ont continué durant toute la nuit, et les plus grands excès ont été commis. La maison de banque de MM. Crompton a souffert considérablement ; toutes les fenêtres ont été défoncées. La maison de M. Haden, chirurgien, a éprouvé le même sort, et son fils, Henry Haden, a été tué par le peuple. Néanmoins, mercredi la tranquillité était en grande partie rétablie.

La *Gazette de Boston* (Angleterre) dit :—"Nous sommes informés par une personne digne de foi, qu'un grand nombre de négocians de Boston ont résolu de ne pas payer un sou de taxes *(assessed taxes)*, jusqu'à ce que le bill de réforme ait été adopté.

LONDRES, 12 octobre.

M. John H. Plunkett, catholique Irlandais et avocat. C'est le premier catholique promu à une fonction dans les colonies, depuis l'adoption du Bill pour secourir les Irlandais.

Le comité d'élection de Dublin a déclaré dûment élus MM. Shaw et Tugestrie, qui siègent en ce moment dans la chambre.

Le poste des gardes à cheval avait été doublé hier matin ; et il y avait une force considérable au dépôt d'artillerie du Park. A une heure, cette force additionnelle a été retirée.

Plusieurs lords lieutenants de comtés sont partis hier matin de Londres pour se rendre dans leurs districts.

Un jeune homme a été renvoyé lundi devant les assises de Westminster, pour avoir jeté de la boue au duc de Wellington au moment où celui-ci se rendait à la chambre des lords.

Toutes les forces de la police, qui stationnaient lundi dans les environs, sont entrées dans la métropole.

Une grande quantité de munitions avaient été distribuées aux troupes qui se trouvaient à Londres ; cette distribution s'est faite lundi, à leurs quartiers respectifs ; jusqu'aux recrus sont sous les armes.

CHAMBRE DES LORDS—*Séance du 12 octobre.*

Le lord chancelier—Je me lève pour présenter une pétition de Peterhead en faveur de la réforme, et je m'empresse de saisir cette occasion d'exprimer ce que je voulais dire hier soir, et ce que je crois que mon devoir m'impose l'obligation de dire devant vos seigneuries et à la face du pays, non seulement en ma capacité de premier magistrat du pays, mais comme membre du gouvernement de S. M. Un des moyens les plus sûrs de retarder la réforme, particulièrement la grande réforme qui occupe depuis si long-temps l'attention du pays, c'est de rompre la paix publique. (Ecoutez ! Ecoutez !) En un mot le moyen le mieux calculé pour mettre en danger la cause de la réforme, c'est d'avoir recours à des moyens violents en troublant la paix du roi (Ecoutez ! Ecoutez !) Malheureusement on a eu recours, en plusieurs endroits, à des moyens violents ; mais je me crois obligé de dire, que toute violation de la paix publique, pour faire preuve de zèle pour l'accomplissement de la mesure dont il s'agit, est contraire à une réforme parlementaire. Il est naturel que le peuple desire ardemment cette mesure, mais il ne faut pas qu'il ait la moindre défiance dans les conseils de S. M. Il doit surtout éviter une telle conduite, s'il désire que le bill réussisse. La réforme n'est que retardée pour un moment ; je le dis, le bill passera ; ou un autre bill comme celui-ci, fondé sur les mêmes principes, et aussi étendu et susceptible des mêmes effets que celui qu'on vient de rejeter, fera, sous peu de temps, partie des lois de notre pays. (Ecoutez ! Ecoutez !) J'ai cru de mon devoir de donner cet avis amical, pensant sincèrement qu'il aura l'effet que je désire, et qu'il sera reçu dans le même esprit qui l'a dicté.

Lord Warn[illegible] bien aise d'entendre de la bouche [illegible] et savant lord cette sortie contre la violation des propriétés. Quand la question de la réforme fut soumise à la chambre, je crus de mon devoir de m'y opposer telle qu'elle était proposée. Si cette question se représente, ma conduite dépendra des circonstances. Mais je répète, ce que j'ai dit avant la discussion, je crois que le temps est arrivé où une réforme est nécessaire dans la chambre des communes. Je ne suis pas préparé à dire jusqu'à quel point il peut être prudent d'étendre cette réforme et de quelle manière elle doit être faite, mais quand la question sera soumise de nouveau à vos seigneuries, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour la traiter convenablement.

Après avoir adopté plusieurs bills, la chambre s'ajourne.

SÉANCE du 13 octobre.—Sur la présentation par lord Hollands de quelques pétitions en faveur de la réforme, le comte de Harrowby dit qu'il saisit cette occasion pour faire savoir que quoiqu'il se soit opposé au bill il n'est pas ennemi de toute réforme. Sa seigneurie ajoute qu'elle ne s'opposera point à ce qu'on étende le droit d'élection à des villes grandes et populeuses, mais qu'elle ne consentira point à ce qu'on le retire à tant de bourgs, et à ce qu'on crée autant d'électeurs à 10 livres sterling.—Le comte d'Haddinton exprime la même opinion, et ajoute que quand il sera présenté un projet de réforme basé sur la constitution il le soutiendra.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 12 octobre.—M. Ruthven, en présentant une pétition de Galway en faveur de la réforme parlementaire, condamne la décision de